

Les liens entre la sécurité internationale, la sécurité nationale et la sécurité humaine

La sécurité humaine n'est pas une alternative à la sécurité nationale ; il s'agit plutôt de concepts complémentaires, dans la mesure où la première est un des moyens de réaliser la seconde. Il est important de mettre en évidence les effets sur la sécurité humaine de l'occupation américaine en Irak, ainsi que son influence sur la politique, l'économie et la culture dans les pays arabes. Il est clair que deux choses sont indispensables pour prendre en compte la racine des problèmes de sécurité humaine dans la région: l'action des organisations de la société civile et la transformation des politiques institutionnelles.

Arab NGO Network for development

Ziad Abdel Samad¹

«Dans sa plus simple expression, la sécurité humaine, c'est toutes ces choses que les hommes et les femmes partout dans le monde chérissent le plus: assez de nourriture pour la famille; un abri adéquat; une bonne santé; l'éducation des enfants; la protection contre la violence, qu'elle soit infligée par les hommes ou par la nature; et un Etat qui n'opprime pas ses citoyens, mais qui dirige avec leur consentement.»

Louise Frechete, secrétaire général
adjoint des Nations-Unies

«La sécurité humaine renvoie à la qualité de vie des populations d'une société ou d'un régime. L'élément central de la sécurité humaine, c'est les droits humains.»

Ramesh Thakur, Université des Nations-Unies

Ces citations résument le concept de sécurité humaine tel qu'il est perçu aujourd'hui. On est passé d'une concentration sur l'Etat (sécurité publique) à une concentration sur l'individu, en tant qu'être humain et citoyen (sécurité privée). Ce transfert de sens résulte des progrès de la mondialisation néolibérale et de tout ce que cela implique, car la nouvelle perspective mondiale a minimisé l'importance des frontières et a conduit à la reconnaissance du fait que la sécurité de l'Etat était essentielle, mais non suffisante, pour garantir le bien-être individuel.

Il est toutefois important de noter que la sécurité humaine n'est pas une alternative à la sécurité de l'Etat, mais qu'il s'agit plutôt de concepts complémentaires dans la mesure où la sécurité de l'Etat devrait être perçue comme un des moyens en vue d'une fin, qui est la sécurité humaine. Le concept de sécurité humaine peut même nécessiter la protection des personnes contre leurs Etats² dans des situations où les groupes dirigeants ne servent pas leurs populations mais servent des intérêts anti-démocratiques qui perpétuent leur pouvoir. La démocratie implique un processus menant à une société plus responsable et plus consciente où la sécurité tant commune qu'individuelle est assurée et respectée.

Au début du siècle, la notion de sécurité était définie en alliant les concepts de sécurité internationale, de sécurité des Etats et de sécurité humaine.³ La sécurité internationale, qui est

¹ Directeur exécutif de Arab NGO Network for Development. L'auteur remercie Kinda Mohamdieh de l'aide qu'elle lui a apportée.

² Heinbecker, Paul « Peace Theme : Human Security ». Présenté lors de la Conférence Lysoen accueillie et présidée par le ministre norvégien des Affaires étrangères, 19-20 mai 1999. www.peacemagazine.org/9907/humsecur.htm

³ Rojas Aravena, Francisco, *Human Security: Emerging Concept of Security in the Twenty-First Century*. 2002. www.unidir.ch/pdf/articles/pdf-art1442.pdf Aravena est directeur de la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Chili.

essentiellement identifiée à la mondialisation, est axée sur la protection des intérêts des compagnies transnationales et est liée au poids des organisations internationales et des acteurs étatiques, des marchés interdépendants et de la stabilité en tant que bien public. Bien que la sécurité des Etats soit essentiellement liée aux questions de souveraineté et de frontières, elle tend à accorder la priorité à la sécurité de l'investissement. La sécurité humaine est donc liée à la fois à la sécurité internationale et à la sécurité de l'Etat, qui sont les moyens de rehausser les normes de sécurité humaine.

Cet article débat de la sécurité humaine dans la région arabe en renvoyant à des facteurs liés à la sécurité internationale et à la sécurité des Etats, ainsi qu'aux liens entre elles. Il met en évidence les liens entre les menaces à la sécurité humaine qui affectent l'ensemble de la région, et celles qui sont propres à des pays. Il examine également le rôle des ONG et des mouvements sociaux dans la lutte en vue de la réalisation de la sécurité humaine.

Conflit israélo-palestinien et occupation de l'Irak

Dans le cas de la région arabe, il est essentiel de mettre en évidence les effets produits sur la sécurité humaine par l'occupation étrangère de l'Irak et l'expansionnisme américain, qui s'expriment dans le désir des Etats-Unis d'influer sur la politique, les économies et la culture de la région.

Il y a deux conflits majeurs dans la région arabe, le conflit israélo-palestinien et le conflit irakien. Ce sont deux des conflits les plus complexes dans le monde aujourd'hui, représentant une source majeure d'instabilité globale et de division politique et menaçant la sécurité au-delà des frontières des pays directement concernés. Non seulement ces conflits entraînent la perte de vies humaines et des dommages matériels, mais de plus, ils sont les principales causes d'une instabilité qui entrave le développement social, économique et politique, prive les pays arabes de l'opportunité d'attirer l'investissement étranger, et qui s'ajoutent aux facteurs qui poussent des ressources humaines hautement qualifiées à émigrer.

Réalités des Etats arabes

Les pays arabes ont été gouvernés par une succession de régimes antidémocratiques qui ont entravé le développement des mouvements démocratiques et le respect des droits humains. Les Etats arabes et leurs régimes politiques répressifs ne sont bons qu'à contrôler et à opprimer leurs propres populations, mais sont de piètres partenaires globaux, négociateurs et décideurs. Cette situation perdurera tant que les dirigeants arabes ne prendront pas conscience de l'importance que revêt le renforcement des capacités de leurs populations, afin de renforcer leurs propres capacités. Le Rapport sur le développement humain arabe,⁴ publié par le PNUD en 2002, a mis en évidence l'absence de démocratie dans la région et la nécessité de démocratiser les Etats arabes comme condition principale pour garantir le développement durable et empêcher davantage de conflits et d'instabilité dans la région.

Réalités des économies arabes

Que ce soit en termes de son insertion dans les marchés internationaux ou en termes d'accords commerciaux régionaux, il est clair que la région arabe n'est pas aussi avancée que les autres régions du monde. La part des économies arabes dans le PIB global total est de 2,8% à 3%. Les nations arabes ont été lentes à adhérer à des accords commerciaux globaux tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la plupart des pays de la région ont réalisé

⁴ Programme des Nations-Unies pour le développement, *Arab Human Development Report: Building a Knowledge Society*, 2002. www.undp.org/rbas

peu de progrès dans le renforcement des capacités locales pour répondre aux défis découlant d'une telle intégration. Les pays arabes n'ont pas été assez flexibles dans la mise en œuvre les changements nécessaires pour restructurer leurs économies et s'ouvrir à des partenariats globaux.

Même les dispositions qu'ils ont prises en vue de la privatisation et de l'ouverture des marchés ne comprenaient pas de mesures appropriées pour protéger les marchés, les produits et les emplois locaux contre la concurrence étrangère. La plupart de ces processus se sont déroulés dans des régimes antidémocratiques, sans la transparence la plus fondamentale. L'influence des pays arabes dans des organisations globales et régionales telles que l'OMC et le partenariat euro méditerranéen, ainsi que dans les accords de libre-échange, et dans l'économie globale en général, est toujours marginale et ces pays sont loin d'être en mesure de défendre leurs propres intérêts et les droits de leurs populations.⁵

De plus, les Etats arabes n'ont jusqu'ici pas été en mesure de mettre en place des partenariats économiques régionaux ou de développer des politiques de partenariat efficaces comme stratégie visant à renforcer leur position et à relever les défis d'une économie globale. En conséquence, les échanges économiques interarabes ne dépassent pas 8% du total des échanges de la région sur le marché mondial.

Institutions financières internationales dans la région arabe

L'engagement des institutions financières internationales dans la région arabe s'est accru au cours des deux dernières décennies.

Les programmes de soutien (conditionnel) et d'aide proposés par les institutions financières internationales sont un défi majeur, en particulier en raison de l'absence de stratégies et de politiques de développement locales et régionales.⁶ Des politiques macroéconomiques et des programmes d'ajustement structurel inappropriés ont souvent mené à la récession économique. Durant les trois dernières décennies, la région arabe a enregistré une croissance économique d'environ 4%, proche du taux de croissance démographique, ce qui mène à une stagnation de la croissance par tête d'habitant. En outre, les politiques mises en œuvre ont entraîné la hausse des taux d'inflation, qui étaient supérieurs à 12% dans les années 90, et une baisse de 51% des investissements étrangers directs.⁷ L'exposition des investisseurs et des producteurs locaux à la concurrence des compagnies transnationales représente également un défi significatif et constitue une menace pour la souveraineté nationale.

Des économies qui sortent du socialisme tels que l'Égypte, le Yémen, la Tunisie et l'Algérie, ont mis en œuvre des programmes d'ajustement structurel au cours des deux dernières décennies, mais ceux-ci ont produit des résultats faibles et n'ont pas répondu aux besoins locaux.

⁵ Douze pays arabes sont Membres de l'OMC, cinq sont observateurs et deux ont fait une demande d'adhésion, alors que trois n'ont pas encore fait de demande d'adhésion. Sept pays arabes ont signé l'accord de partenariat euro-méditerranéen, alors que les pays du Golfe sont en train de négocier un accord avec l'UE. Le Maroc et la Jordanie ont signé des Accords de libre-échange avec les Etats-Unis. L'Égypte est en cours de négociation avec les Etats-Unis et les autres pays ont été invités à initier des négociations avec les Etats-Unis.

⁶ Le cas du Liban est un excellent exemple de la manière dont le FMI est en train d'imposer des réformes aux pays emprunteurs pour envisager la restructuration de la dette.

⁷ Houbayka, Louis, « Globalisation and the Arab Economy ». Journal *An-Nahar*, 16 janvier 2004. www.anaharonline.com

A la fin de la guerre civile libanaise de 1990, le Plan national de réhabilitation économique, recommandé fondamentalement par Bechtel⁸ et mis en œuvre par les gouvernements libanais au cours de la dernière décennie, a eu des résultats désastreux. Le pays s'est retrouvé avec un énorme déficit budgétaire de plus de 40% (allant jusqu'à 55% certaines années), avec un endettement de plus de 180% du PIB de. Lors de la conférence sur le Liban, de novembre 2002 à Paris (Paris II), le FMI avait été délégué pour surveiller la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel supplémentaire.

Bien qu'il soit évident que les mesures préconisées par le FMI aggravent de fait les défis qui se posent à la région, on attend des institutions financières internationales qu'elles jouent un rôle majeur, au cours des prochaines années, en Irak, en Syrie et en Libye.

Les Nations-Unies dans la région arabe

Bien qu'ayant ratifié les chartes des droits humains des Nations-Unies et d'autres conventions qui y sont liées, les Etats arabes ont émis de nombreuses réserves et n'ont pas formulé de politiques effectives pour en mettre en œuvre les recommandations. De plus, la région se dit de plus en plus méfiante vis-à-vis de l'efficacité du système des Nations-Unies.

Dans ce contexte, il vaut la peine de mentionner le système des deux poids deux mesures appliqué par certains pays en ce qui concerne le droit international. Alors que les Etats-Unis ont fait la guerre en l'Irak pour détruire les prétendues armes de destruction massive de ce pays, le monde entier sait qu'Israël possède ses propres armes de destruction massive, qui constituent une menace pour la stabilité de la région toute entière. Après près d'une année d'occupation, le monde est à présent conscient des informations erronées que les Etats-Unis ont propagé afin de justifier leur occupation de l'Irak. De plus, les résolutions des Nations-Unies sur la Palestine ne sont pas mises en œuvre, alors que d'autres résolutions des Nations-Unies sont mises en œuvre immédiatement – en Irak et dans d'autres parties du monde.

Anti-mondialisation et montée du fondamentalisme

Dans le contexte des inégalités sociales, politiques et économiques et du système du deux poids deux mesures dans le droit international, le processus accéléré de la mondialisation est en train de menacer les identités, les cultures, les religions et les traditions sociales des populations de la région. Ceci en retour a abouti à l'essor des mouvements anti-mondialisation, ce qui a conduit les pays arabes à adopter différents types d'isolationnisme. Diverses formes d'extrémisme se sont développées et le fondamentalisme est devenu plus vigoureux. Le fondamentalisme religieux est essentiellement lié à l'Islam⁹ et en conséquence, à la région arabe où les musulmans constituent la majeure partie de la population. C'est pour cela que la région arabe a été identifiée comme menace majeure pour la sécurité globale et que les Arabes font l'objet de jugements biaisés et de stéréotypes discriminatoires.

⁸ Bechtel est la compagnie d'ingénierie, de reconstruction et de télécommunications, qui a été chargé par contrat de reconstruire les infrastructures en Irak et qui a des liens étroits avec le gouvernement américain. www.bechtel.com - www.bechteltelecoms.com

⁹ Les fondamentalismes religieux, qu'ils soient chrétiens, juifs ou islamiques, sont en essor à travers le monde, un phénomène rencontré aux Etats-Unis où le lobby juif d'extrême droite, allié aux groupes chrétiens néo-conservateurs, ont une influence significative sur la politique étrangère américaine. En outre, le sionisme, en tant qu'idéologie juive extrémiste, défend le meurtre de civils et d'enfants palestiniens au nom de la Torah et de la conviction que les Juifs en tant que « peuple élu », ont un droit exclusif de vivre sur la Terre Sainte. Ces groupes, tant aux Etats-Unis qu'en Israël, sont insensibles aux atteintes des droits humains qui ont lieu tous les jours contre les civils palestiniens en Palestine occupée. Toutefois, dans le cas des autres religions, l'étiquette fondamentaliste n'est pas appliquée sans distinction à tous leurs adeptes, comme c'est le cas pour l'islam.

Menaces extérieures contre menaces intérieures

Au niveau des Etats, la sécurité dans les nations arabes pourrait être mesurée par leur degré de souveraineté et de protection aux frontières. Les menaces permanentes contre la souveraineté du fait du conflit israélo-arabe ont entraîné des défis majeurs dans les agendas de développement des pays arabes. Toutefois, parmi les nombreux facteurs qui entravent les progrès dans ces agendas, le principal est que presque tous les pays étaient régis par des juntes militaires qui ont pris le pouvoir à la suite de coups d'Etat. Ainsi, la priorité a été donnée aux menaces extérieures sous le slogan «le seul cri est le cri de guerre », marginalisant ainsi les besoins sociaux et économiques des populations. En outre, en raison de l'affectation de la majeure partie des budgets nationaux à la militarisation et aux achats d'armements, de l'absence de démocratie et des restrictions imposées à la participation des organisations de la société civile, les opportunités de réaliser des progrès dans différents domaines de développement n'ont pas été saisies et les structures de gouvernements et les processus de prise de décision ont été affaiblies.

Implications de la « guerre contre le terrorisme »

La « guerre contre le terrorisme » est en train de faire passer le concept de sécurité dans la région d'une focalisation sur l'individu à une nouvelle focalisation sur l'Etat. Au nom des libertés individuelles et des droits humains, et donc au nom de la sécurité humaine, la guerre contre le terrorisme a orienté les efforts globaux visant à contrer les incidences négatives des structures faibles et antidémocratiques des sociétés arabes, qui se manifestent dans la montée du fondamentalisme religieux. Toutefois, ceci ne prend pas en compte les causes de ces tendances extrémistes, qui résident dans la perte du sentiment de valeur personnelle chez l'individu dans les sociétés arabes et dans la prolifération des régimes antidémocratiques qui centralisent le pouvoir étatique.

Il en résulte que la sécurité humaine dans la région est confrontée à des menaces considérables dans la mesure où le rôle des individus au sein de la société est affaibli et leur capacité être productif et à améliorer leurs conditions de vie est limitée. Il est toutefois essentiel d'établir une distinction entre trois types de menaces à la sécurité humaine dans la région. En premier lieu, les menaces découlant de l'occupation et de la guerre, qui affectent la région dans son ensemble. En second lieu, les menaces qui proviennent des accords de libre-échange et des conséquences de la mondialisation des entreprises pour le développement en général et pour les indicateurs de développement humain en particulier. En troisième lieu, les menaces intérieures spécifiques à chaque pays arabe, dont les racines sont ancrées dans les pratiques antidémocratiques des régimes au pouvoir, les atteintes aux droits humains et la détérioration des conditions de vie.

Menaces intérieures contre la sécurité humaine

Le conflit israélo-palestinien et les questions de sécurité qui y sont liées affectent l'ensemble de la région depuis plus de 50 ans. Les défis nés de la mondialisation tirée par les entreprises, qu'ils soient économiques, politiques, sociaux ou culturels, affectent les Etats arabes autant qu'ils affectent les autres pays en développement. Toutefois, la tendance générale à expliquer tous les maux qui accablent les Etats arabes par ces contextes entrave l'introduction de meilleures conditions de sécurité humaine dans la région. Pour une meilleure compréhension des aspects essentiels de la sécurité humaine dans les pays arabes, il faut établir une distinction entre les menaces qui pèsent sur la région dans son ensemble et les menaces

internes à chaque Etat. Il est crucial de prendre conscience du fait que la sécurité de l'individu dans les pays arabes ne dépend pas uniquement de la sécurité des frontières nationales et de la fin des conflits dans la région.

Bien que de nombreux aspects de la sécurité humaine (respect des droits humains, absence de dénuement et de crainte, alimentation suffisante et adéquate, abri et éducation) soient entravés dans des zones de conflits telles que la Palestine et l'Irak, ceci ne signifie pas qu'ils devraient l'être dans d'autres pays arabes. Toutefois, les conflits dans la région génèrent des obstacles significatifs pour les pays qui entourent la Palestine et l'Irak en déstabilisant la prise de décisions politiques et en privant ces pays de nombreuses opportunités d'attirer l'investissement étranger. Il est donc essentiel que les Etats arabes et leurs dirigeants prennent conscience du fait qu'ils ont le pouvoir et la capacité d'œuvrer au renforcement de la sécurité humaine dans leurs pays. Ce processus de renforcement des capacités que les gouvernements pourraient initier au sein de leurs propres pays et avec le soutien de leurs peuples est une condition préalable requise pour aider les causes palestinienne et irakienne et pour soutenir les peuples palestinien et irakien. Un Etat faible au plan interne ne peut proposer aucune aide à un autre Etat, alors qu'un Etat dont la population a renforcé ses capacités peut mobiliser des ressources de manière plus effective et consolider sa propre souveraineté et ses politiques nationales.

Dans la région arabe, l'opinion générale est que « la sécurité de l'Etat restera fragile tant que la sécurité régionale ne sera pas réalisée, ce qui rend difficile de parler de la sécurité humaine en tant que concept indépendant et complet ; et le fait que les mécanismes des droits humains soient soumis au système du deux poids deux mesures sape le concept de sécurité humaine. »¹⁰

Il est évident, à partir de cette approche, qu'il y a une absence généralisée de prise de conscience du fait que l'Etat et la sécurité régionale ne sont pas les seuls facteurs qui déterminent les normes de sécurité humaine dans un pays. L'absence de dénuement et l'absence de crainte ont une place majeure dans le renforcement du sentiment de sécurité d'une personne. L'absence de dénuement commence avec la mise en œuvre de politiques économiques et de stratégies qui établissent comme objectif la justice sociale. Elle peut être consolidée davantage par les gouvernements à travers la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion des ressources publiques. L'absence de crainte dépend du respect et de la consolidation des droits humains des personnes et de l'appui qu'elles reçoivent de leur gouvernement, plutôt que de l'oppression et du manque de respect de ces droits.

Absence de laïcité

Le rôle non réglementé de la religion dans les pays arabes et l'incapacité à renforcer la laïcité continueront de constituer une menace pour la sécurité humaine. La plupart des guerres du siècle dernier avaient leurs racines dans les conflits ethniques (Kurdes, Amazig, Sahraoui) et religieux (Liban, Algérie, Egypte, Soudan). Tant que les questions religieuses ne seront pas séparées de la vie politique et sociale, elles constitueront une menace majeure supplémentaire à la sécurité humaine des citoyens arabes.

Le fondamentalisme religieux qui occupe une place centrale dans le concept de terrorisme global, dans notre époque, ne provient pas d'une source unique. Il est toutefois vrai que la situation dans les pays arabes et les conditions dans lesquelles les populations arabes vivent ont joué un rôle significatif dans la montée du fondamentalisme dans la région. Il y a la prépondérance des pratiques antidémocratiques dans les régimes qui dirigent la région arabe. Dans la plupart des pays arabes, les élections ne sont ni libres, ni justes, la participation des

¹⁰ D'un discours liminaire du Dr. Amro Mousa, secrétaire général de la Ligue arabe.

femmes est très limitée, les organisations de la société civile continuent de rencontrer des contraintes considérables en ce qui concerne leur droit d'exister et leur capacité à jouer un rôle actif, l'Etat exerce un contrôle strict sur les associations civiques et il n'y a pas de médias indépendants. Toutes ces questions sont internes à chaque pays arabe et pourraient être prises en compte séparément de la question des conflits dans la région. Toutefois, un nouvel ajout à l'agenda de la politique mondiale – la guerre contre le terrorisme – a bloqué les progrès en concentrant l'attention sur les réponses coercitives à court terme au lieu d'aborder les causes sous-jacentes liées aux inégalités sociales, à l'exclusion, à la marginalisation et à l'oppression par l'Etat ainsi que par des individus.»¹¹

L'agenda de la «guerre contre le terrorisme»

Certains diraient que l'agenda des parties qui mènent la guerre contre le terrorisme est d'exercer des pressions sur les régimes arabes pour qu'ils introduisent des réformes politiques et qu'ils encouragent la démocratie. Toutefois, dans le cas de la guerre contre le terrorisme, ces réformes sont introduites à travers le recours à la coercition, alors que dans le contexte de l'OMC et du partenariat euro méditerranéen, elles ont été préconisées sans recours aux menaces d'action militaire. Comme on l'a mentionné plus haut, les progrès ont été généralement lents. Toutefois un processus pondéré d'intégration à l'OMC et au partenariat euro méditerranéen, peut être considéré comme un signe positif, s'il reflète une approche constructive de l'introduction des changements nécessaires de manière à profiter à la nation toute entière et pas uniquement aux intérêts de quelques entreprises. Dans ce sens, les réglementations imposées comme condition pour adhérer à ces organisations sont en train de devenir des moteurs importants du changement dans la région, que ce soit au plan économique (création d'une zone de libre-échange), social (échanges culturels), ou politiques (démocratie et droits humains).

Toutefois, comme le note le rapport de Bahreïn : «L'accession de Bahreïn à l'OMC a eu un effet positif sur les processus de démocratisation et de promotion des droits humains. Toutefois, la stratégie américaine qui consiste à combiner la guerre contre le terrorisme à la réforme de régimes alliés tels que celui de Bahreïn, est positive à court terme, mais pourrait s'avérer négative dans le long terme.»¹² Ainsi, l'adoption de réformes politiques et structurels afin de garantir un environnement propice aux compagnies multinationales, au lieu d'assurer la sécurité humaine de la population, mènera à la perturbation de l'ensemble du processus et à long terme, aura des conséquences négatives sur la sécurité intérieure.

Organisations non gouvernementales et mouvements sociaux

Les plus grands conflits violents du 20^{ème} siècle ont souvent été menés au nom de la religion, de la politique, de l'ethnicité ou de la supériorité raciale.¹³ Ce ne sont pas simplement les pays pauvres qui sont impliqués dans les guerres – «les plus grands conflits de ce siècle ont éclaté entre certaines des populations les plus riches. Ceci signifie que des approches politiques des questions de sécurité humaine sont nécessaires.»¹⁴ Parmi les approches politiques, il y a le droit, «pour les organisations non gouvernementales, de renforcer la sécurité.»¹⁵ Il est essentiel de reconnaître le rôle vital joué par les ONG qui contribuent aux stratégies visant à

¹¹ Bajpai, Kanti. *Human Security : Concept and Measurement*. www.nd.edu/~krocinst/ocpapers/op_19_1.pdf

¹² Bahrain Human Rights Society. "Bahrain : Progress and obstacles on the road to human insecurity", dans ce numéro de *Contrôle citoyen* 2004.

¹³ Bajpai, Kanti, *op. cit.*

¹⁴ Heinbecker, Paul, *op. cit.*

¹⁵ *Ibid.*

réaliser les normes de sécurité humaine et qui œuvrent à une meilleure compréhension du concept de sécurité humaine parmi le public. Les ONG pourraient réussir à tirer le concept des sphères académiques et politiques pour l'intégrer dans la sphère de la perception et de la conscience publique et en conséquence, le mettre en œuvre à travers une approche pratique, axée sur le changement. «Plus nous concentrons notre attention directement sur les symptômes, plutôt que sur la transformation des institutions et des valeurs qui les causent, plus nous pouvons être certains que la crise s'aggraverait en raison du manque d'action appropriée. Dans de telles circonstances, la nécessité d'une théorie sur les causes de la perturbation est plus qu'une question de pertinence académique.»¹⁶

Le rôle des organisations de la société civile arabe est essentiel dans le processus de prise en compte des racines des problèmes de sécurité humaine dans les Etats arabes en travaillant sur les questions de droits humains, de droits de la femme, de droits des enfants, de sécurité sociale, de sécurité alimentaire, de logement, etc. Mais un tel processus nécessiterait la transformation des politiques et des valeurs institutionnelles dans les Etats arabes, pour permettre aux organisations de la société civile arabe d'acquiescer une légitimité et une autonomie et de se doter un cadre juridique porteur pour leurs travaux.

¹⁶ Korten, David C. *Getting to the Twenty-First Century ; Voluntary Action and the Global Agenda*. New York, Kumarian Press, 1990.